

## Fausses attaques, vraies urgences

« A la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital »... a déclaré Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, après que le 1er mai, des manifestants ont cherché refuge dans l'enceinte de cet hôpital pour fuir les charges de la police et les nuages de lacrymogène qui noyaient les rues environnantes.

### Castagneurs de manifestants

Malgré la stupidité d'un tel mensonge, démenti par tous les témoignages dès les heures suivant la déclaration ministérielle, le gouvernement s'acharne à dénoncer une « intrusion violente ». Une thèse qui vise à monter la population contre les manifestants, alors que les « vidéos édifiantes » évoquées comme preuve par Martin Hirsch, le patron des hôpitaux de Paris, montrent des manifestants totalement désarmés, poursuivis à moto et frappés de la rue jusqu'aux pieds des bâtiments de l'hôpital.

### La casse de l'hôpital

Quant au « sanctuaire » que représenterait l'hôpital public pour Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, il est sérieusement malmené par elle. Les fermetures d'hôpitaux ou de services se multiplient depuis des années, en dégradant constamment la qualité des soins dispensés. Au point qu'une patiente a pu mourir au mois de décembre dernier dans les services d'urgences de l'hôpital de Lariboisière en raison du sous-effectif chronique.

Le personnel des urgences dénonce justement cette situation et a initié une grève depuis le milieu du mois d'avril dans de nombreux hôpitaux de la France entière, une réalité que la ministre choisit d'ignorer... jusqu'à faire retirer les banderoles des grévistes de la Pitié Salpêtrière lors de son intervention devant les caméras pour dénoncer des attaques imaginaires !

### La détermination des Gilets jaunes

Et dès samedi dernier, ce sont les Gilets Jaunes, les prétendus « casseurs », qui ont pris l'initiative d'une manifestation faisant le tour des hôpitaux parisiens en scandant « Du fric pour l'hôpital public », chaleureusement accueillis par le personnel massé aux fenêtres, alors que les entrées

étaient barricadées par les directeurs apeurés.

Car les manifestations se poursuivent. Le gouvernement se console chaque samedi en mettant en avant une mobilisation en baisse. Un phénomène inévitable au bout de six mois de mobilisation constante... et de répression croissante. Mais malgré des milliers de condamnés, de blessés, et des dizaines de mutilés, le mouvement des Gilets jaunes non seulement se maintient, s'organise, mais il occupe désormais une place centrale dans le pays, créant une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer tous ceux qui veulent combattre la politique patronale de Macron.

La prime « Gilet Jaune » versée dans l'urgence au mois de décembre, comme la récente promesse de réduction de l'impôt sur le revenu, sont autant de preuves de la force de cette mobilisation qui bouscule nos gouvernants. Et la manifestation du 1<sup>er</sup> mai dernier a été la plus importante en nombre depuis des années et, de loin, la plus dynamique, avec la participation des Gilets jaunes.

### Tous ensemble !

Mais toutes ces concessions à la marge n'empêchent pas Macron de poursuivre coûte que coûte sa politique au service des plus riches. Ses petites annonces, censées clôturer « le grand débat » montrent clairement qu'il « entend garder le cap » (augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, baisse de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés, baisse des dépenses publiques...), le tout assaisonné de déclarations inspirées des thèmes nauséabonds de l'extrême-droite sur l'immigration et l'islam.

La plupart des Gilets jaunes ne se trompent pas sur ces fausses promesses et ces vraies menaces. Nous avons toutes les raisons de ne pas en être dupes non plus. Il est temps de tous se retrouver, dans la rue et dans les grèves.

**Il a vu la lumière !**

Jeudi 2 mai Le Borgne a quitté PSA pour « raison personnelle » et vient d'être remplacé par Nicolas Morel. Enterrement sans fleurs ni couronnes de la part de Tavares qui aura expédié son départ en deux phrases mais on ne s'inquiète pas trop pour ce dernier. On peut parier que sa reconversion sera bien plus commode que pour tous les collègues poussés à la porte depuis 2012 au gré des différents plans de départ dit volontaire, PREC et autres.

Une petite musique commence à ressortir dans les journaux ; Le Borgne « supportait mal la compression continue des effectifs de la recherche-développement de PSA » selon des proches. Il aura mis 6 ans à la tête de la R&D pour se rendre compte de la politique mise en œuvre.

Un gros manque de clairvoyance pour le coup.

**Les casseurs d'emplois à PSA ...**

La direction de PSA Mulhouse a annoncé supprimer environ 1000 postes avec l'arrêt de la 2008. Des centaines d'intérimaires seront au chômage dans une région qui dépend surtout de l'activité de PSA. Dans le même temps la direction annonçait 21 séances d'heures supplémentaires les jours fériés, les samedi matin et dimanches soirs en mai et juin.

Aux uns la surcharge de travail, aux autre Pôle Emploi...

**... comme dans tout le pays.**

La même semaine, la direction d'Auchan annonçait mettre en vente 21 de ses magasins partout en France : 700 salariés sont menacés de licenciements si elle ne trouve pas de repreneur, au moment ou Casino par exemple vend lui aussi bon nombre des siens.

Ces nouvelles annonces de fermetures et suppressions de postes s'ajoutent à toutes les précédentes depuis Ford Blanquefort jusqu'à Bosch Rodez en passant par PSA Hérimoncourt et tant d'autres.

Si, dans la situation actuelle, les salariés de toutes les entreprises menacées se regroupaient, ils pèseraient bien au-delà d'eux-mêmes contre les licenciements et ceux qui en profitent.

**Procès des assassins de France Télécom**

Ce lundi commence, au tribunal correctionnel de Paris, le procès des ex-dirigeants de France Télécom, dont l'ancien patron Didier Lombard. Au milieu des années 2000 il lance un plan de restructuration pour mettre à la porte 22 000 salariés sur 110 000. Didier Lombard déclare alors : « *Je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la*

*porte.* » 19 salariés se suicident, 12 tentent de le faire, 8 partent en dépression.

Le procès va durer 2 mois. Mais que ces patrons se rassurent : « *Les peines encourues sont ridicules face à l'horreur de ce qu'il s'est passé à France Télécom.* » comme s'en révolte le fils d'un salarié suicidé.

**Nouveau monde et vieille ordure**

Jean-Michel Fauvergues, député LREM et ancien patron du Raid, l'équivalent policier du GIGN, a déclaré la semaine dernière sur un plateau télé que la police parisienne devait « oublier Malik Oussekin » ce jeune parisien tabassé à mort par la police en décembre 1986.

Bref, d'après lui, ce n'est pas le souvenir d'un arabe assassiné par des policiers il y a 30 ans qui devrait empêcher la police de fracasser tout ce qui bouge pendant les manifestations.

En effet : depuis le début du mouvement des Gilets jaunes on a pu constater que la police ne se gênait pas pour frapper et mutiler tout manifestant tombant entre ses mains.

**Un 21<sup>e</sup> siècle tendance 19<sup>e</sup>**

Uber a déjà été sous les feux de la rampe pour la faiblesse des salaires ou l'hypocrisie du statut d'auto-entrepreneur imposé aux livreurs qui sont pieds et poings liés face à l'entreprise. Un autre sujet émerge depuis peu, le travail des mineurs. Profitant du manque de contrôle de ces entreprises, des jeunes mineurs, parfois collégiens, de milieux populaires, essaient de gagner un peu d'argent quitte à mettre leur scolarité en péril, quand ce n'est pas leur vie en livrant des repas.

Uberat, Deliveroo et autre plateformes de livraison prétendent étudier le problème mais ferment en fait les yeux.

Le travail des enfants quelle disruption !

**Recyclage à l'Élysée**

Le chauffeur d'Emmanuel Macron a été interpellé pour refus d'obtempérer et délit de fuite.

Plutôt que de le renvoyer (sort que Montebourg avait réservé à son ancien chauffeur pour des raisons similaires, un certain Benalla...), l'Élysée l'a transféré à un poste de sécurité.

De quoi rappeler un certain 1<sup>er</sup> mai, quand après les révélations sur les agissements de Benalla, l'Élysée avait décidé d'une simple suspension avec maintien de salaire.

Autrement dit deux semaines de congés payés. La présidence sait prendre soin des petits voyous de sa garde rapprochée.